

Dit-il, c'est-à-dire à stimuler l'expansion de l'économie...

...par des mesures à long terme comme celle qui était présentée par mon collègue, le ministre du Travail, prévoyant des recherches sur les effets de l'automatisation et de l'évolution technologique.

Tout le monde a bien compris. Le ministre a parlé d'un projet à long terme, d'un projet de recherches. Présentement, la population canadienne doit se contenter de l'austérité, mais d'ici quelques années, après le travail de l'Office de développement économique, nous pouvons peut-être entretenir l'espoir que la situation pourra s'améliorer.

Ces paroles de l'honorable ministre des Finances viennent en contradiction avec celles que prononçait le premier ministre lui-même (M. Diefenbaker) au cours du congrès tenu à Ottawa, en fin de semaine, lorsqu'il a dit que les cinq prochaines années seraient les plus importantes au point de vue de l'économie, et il faisait allusion au bill que nous étudions actuellement.

Voici que le ministre des Finances nous dit que c'est une mesure qui aura des effets à long terme, c'est-à-dire dans plusieurs années.

Le premier ministre nous a annoncé, par ailleurs, que la même mesure aura pour effet de créer des emplois pour un million de personnes et qu'elle va améliorer l'économie dans un avenir prochain.

C'est la contradiction la plus flagrante que j'aie pu entendre, de deux membres du cabinet.

Mais la déclaration du ministre des Finances qui m'a le plus étonné est celle-ci:

Vu la composition actuelle de la Chambre, il nous faut faire preuve d'une nouvelle conscience nationale.

Ce qui veut dire: vu le résultat des dernières élections, il nous faut changer nos positions, écouter davantage l'opposition officielle et accepter la suggestion qu'elle nous a faite il y a deux ou trois ans, c'est-à-dire de créer l'Office dont il est question dans le bill actuellement à l'étude.

Le ministre des Finances terminait ainsi ses remarques:

Nous ne sommes pas du tout mécontents du progrès que nous réalisons.

Il n'a pas dit: nous sommes contents, nous sommes satisfaits, nous avons fait du progrès. Il dit:

Nous ne sommes pas du tout mécontents...

Je suis obligé de dire que je n'ai jamais rien entendu de plus négatif que cette phrase:

Nous ne sommes pas du tout mécontents...

Je serais tenté de demander au ministre des Finances...

M. Caouette: Il n'est pas là.

M. Legaré: J'entends quelqu'un dire que le ministre n'est pas là. Je sais qu'il a été appelé ailleurs pour une affaire importante, et c'est pourquoi il n'est pas à la Chambre actuellement.

M. Caouette: Est-il allé dans le comté de Rimouski?

M. Legaré: Il dit qu'il n'est pas du tout mécontent. Je sais qu'il existe des doutes dans l'esprit du ministre et ses remarques trahissent les regrets du gouvernement de ne pas avoir agi plus tôt. Il fait face, aujourd'hui, à l'évidence et il doit aussi constater que la situation est un peu détériorée. Il constate, mais un peu tard, qu'il n'a pu conserver à notre économie l'élan que lui avait donné le gouvernement libéral jusqu'en 1957.

Les députés qui siègent en cette enceinte depuis plusieurs années se souviennent des hommes compétents qui dirigeaient le pays à l'époque, et plus particulièrement sous la direction du très honorable M. St-Laurent, alors que le chef actuel de l'opposition (M. Pearson) à titre de Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a permis au Canada d'acquérir une réputation que lui enviaient tous les pays du monde.

Grâce à l'action positive et pratique du gouvernement libéral d'avant 1957, le Canada s'était acquis la réputation d'être une des plus grandes puissances exportatrices du monde entier. Mais depuis l'avènement du présent gouvernement, nous sommes descendus d'un échelon, et pourtant nous n'avons plus le droit de reculer, de rétrograder...

L'hon. Paul Martineau (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, l'honorable député me permet-il de lui poser une question? Étant donné ce qu'il vient d'affirmer, peut-il nous dire s'il a pris connaissance de la déclaration que le président Kennedy a faite aujourd'hui, à l'effet que le Canada jouissait de la plus grande stabilité économique parmi toutes les nations industrielles du monde?

M. Legaré: Monsieur l'Orateur, je sais que l'honorable ministre ne tient pas à ce que je rapporte les déclarations d'éminentes personnalités sur ce que le gouvernement actuel a accompli dans le domaine international depuis quelques années.

Je disais donc que, par suite de la politique du gouvernement actuel, le Canada a descendu d'un échelon au point de vue exportation, que nous n'avons plus le droit de reculer et que les visions d'un premier ministre ne sont plus suffisantes pour que notre économie progresse davantage.

J'ajouterai que la déclaration du chef de l'opposition officielle, la semaine dernière, sur